



Encore Merci ! Et après ???

Ces manifestations, syndicales, étaient les premières autorisées depuis le déconfinement et le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles ont été massivement suivies. Infirmiers, médecins, aides-soignants, agents administratifs, techniques... Des dizaines et des dizaines de milliers de personnels des établissements de Santé, publics et privés, ont en effet quitté leurs services pour descendre dans les rues ce mardi 16 juin et le mardi 30 juin à l'appel de plusieurs syndicats dont **FO** et la **CFTC**. Dans plus de 220 cortèges sur le territoire, ils ont demandé, entre autres, des moyens pour les hôpitaux et de meilleures rémunérations.

Les slogans fusaient : pas de retour à l'anormal, soignant méprisé = patient en danger, le peuple soutient les soignants, SOS d'un hôpital en danger, revalorisations pour toutes les catégories, en mars, des héros, en juin, des zéros, soignants low cost, Non...

Un peu plus d'un mois après le déconfinement, les personnels n'ont pas oublié par quoi ils sont passés, ce à quoi ils ont dû faire face. Accueillir les malades, souvent en ne disposant pas pour eux-mêmes des protections sanitaires (masques, sur-blouses, gants...), et dans des services manquant de lits, d'effectifs, de matériels (respirateurs, produits de réanimation...). Ils n'ont pas compté leurs heures, ils ont fait fi de leur fatigue... Maintenant ils demandent des comptes et rappellent des revendications qu'ils scandent depuis plus d'un an, sans être entendus ou si peu.

Les promesses à tenir

Depuis la crise est passée par là et le discours de l'exécutif affiche un changement. Le chef de l'État promet des moyens pour l'hôpital public, concède des erreurs concernant la dernière réforme (Ma Santé 2022) et annonce l'arrivée de revalorisations de salaires et la fin de la paupérisation des soignants. Des promesses que les personnels entendent voir se concrétiser rapidement.

Alors que s'est ouvert le 25 mai le Ségur de la Santé, initié par le gouvernement et réunissant les professionnels de santé et notamment leurs syndicats, les personnels guettent les résultats, attendus à la mi-juillet, de cette grande négociation, notamment salariale, lancée deux mois après le début de la crise Covid-19. Le gouvernement souhaite qu'un protocole d'accord soit signé le 15 juillet avec les syndicats. Reste toutefois à faire aboutir les discussions...



ensemble
POUR VOUS! *Notre programme,
vous défendre*



Il faut une enveloppe supérieure à dix milliards d'euros

A la revendication salariale d'une augmentation de 300 euros net par mois pour tous les personnels de l'hôpital et les salariés du secteur médico-social, s'ajoute la demande d'un plan d'investissements pour les établissements hospitaliers et une amélioration de leur organisation. D'ici l'automne, il faudra un comité de suivi du Ségur sur ces questions de moyens devant être apportés aux hôpitaux. Cela comprend entre autres un suivi de l'arrêt des fermetures de lits.

Il faut une enveloppe supérieure à dix milliards d'euros car une augmentation de 300 euros net ne permettrait que de récupérer la perte de pouvoir d'achat due au gel du point d'indice dans la Fonction publique. Le salaire indiciaire des fonctionnaires est en effet gelé depuis 2011.

L'Union interfédérale **FO** et **CFTC** de la Fonction publique demande d'ailleurs, avec d'autres syndicats, que s'ouvrent dès ce mois de vraies négociations salariales.

Les hausses de salaires : il les faut, là, tout de suite, maintenant !

Au fil du cortège, les personnels expriment effectivement leur souci de voir les revendications aboutir et rapidement.

Pour Myriam, aide-soignante en service psychiatrie à l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif, il faut revoir toutes les conditions de travail dans les hôpitaux et on se bagarre pour cela depuis la nuit des temps. Or, la crise a plus que montré cette fois le drame du manque de moyens. Quant aux augmentations salariales attendues il les faut, là, tout de suite, maintenant ! martèle Myriam qui a été atteinte du Covid comme presque tout le service.

Pour Sandra et Yelena, aides-soignantes, et Charlène, infirmière, salariées à l'institut privé de cancérologie Gustave Roussy.... Les 300 euros d'augmentation, il faut que ça aille très vite.

Benoît est interne, Gaëlle est médecin, Camille, étudiante infirmière anesthésiste. Ils viennent de l'hôpital Bicêtre. Gaëlle résume : elle est là pour la défense de l'hôpital

Tous trois font un constat, inquiétant, qui en dit long sur la vigilance que doivent avoir les personnels en cette sortie de crise. Maintenant que la crise Covid est passée, nous constatons un retour aux restrictions de moyens (produits, matériels...) Les directions comptables ont repris la main. Il faut arrêter ça, ce n'est pas supportable de restreindre ainsi et constamment les moyens des hôpitaux.

Le Ségur devra apporter de vraies réponses.